



RCS : AGEN

Code greffe : 4701

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de AGEN atteste l'exactitude des informations
transmises ci-après**

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2011 B 00719

Numéro SIREN : 513 577 429

Nom ou dénomination : 1001 PNEUS

Ce dépôt a été enregistré le 26/12/2012 sous le numéro de dépôt 4445

1001 PNEUS
Société à responsabilité limitée
Au capital de 1000 euros
(100 parts à 10 € chacune)
Avenue Henri Barbusse
Marché Gare – BP 107
47300 VILLENEUVE SUR LOT

RCS 513 577 429 AGEN

-0-0-0-

Enregistré à : SIE D'AGEN
Le 04/10/2012 Bordereau n°2012/1 182 Case n°9
Enregistrement : 867 € Pénalités :
Total liquide : huit cent soixante-sept euros
Montant reçu : huit cent soixante-sept euros
Le Contrôleur des finances publiques

Ext 3978
Michel ARNAUD
Contrôleur
des finances publiques

CESSION DE PARTS

A. 4445
26/12

- Cession de 49 parts

Par les présentes,

Monsieur **MOUTOUH Lionel**, marié sous le régime de la séparation des biens, demeurant 23 avenue de St Antoine - 47300 PUJOLS, né le 29/06/1980 à Marseille (13 France), de nationalité Française

Vend, cède et transporte, en s'obligeant à toutes les garanties ordinaires de fait et de droit les plus étendus,

A

Monsieur **SABOURIN Maxime**, domicilié 39 Allée de la Charnille - 47140 St Sylvestre sur Lot, célibataire, né le 03/04/1979 à Clamart (92 France), de nationalité Française

Qui accepte,

La pleine propriété de 49 parts sociales de 10 € chacune, entièrement libérées, portant le numéro 52 à 100, que le cédant possède dans la société « 1001 PNEUS », société à responsabilité, au capital de 1000 €, dont le siège est à Villeneuve sur Lot 47300 – Avenue Henri Barbusse – Marché Gare – BP 107

MODIFICATION DE L'ARTICLE 7 des statuts – APPORTS

Article 7 – APPORTS EN NUMERAIRE

Mr Lionel MOUTOUH apporte à la société la somme de 550 € (Cinq cent cinquante euros)
Mr Maxime SABOURIN apporte à la société la somme de 250 € (Deux cent cinquante euros)
Mr Guillaume SOULIAC apporte à la société la somme de 200 € (Deux cents euros)

Soit au total la somme de 1000 € (Mille euros).

Laquelle somme de 1000 € (Mille euros) sera déposée par les associés, conformément à la loi, au crédit d'un compte ouvert au nom de la société en formation auprès de la Banque Populaire Rive de Paris, agence de Saint Denis.

NS MA

Cette somme sera retirée par le gérant de la société ou son mandataire sur présentation du certificat délivré par le Greffier du Tribunal de commerce du lieu du siège social attestant l'immatriculation de la société au registre du commerce et des sociétés.

Suite à la cession de parts en date du 10 Février 2010, la nouvelle répartition est :

Mr Lionel MOUTOUH, apport de 750 € (Sept cent cinquante euros)

Mr Maxime SABOURIN, apport de 250 € (Deux cent cinquante euros)

Soit un total de 1000 € (Mille euros) formant le capital social.

Suite à la cession de parts en date du 25 Octobre 2011, la nouvelle répartition est :

Mr Lionel MOUTOUH, apport de 1000 € (mille euros)

Soit un total de 1000 € (Mille euros) formant le capital social.

Suite à la cession de parts en date du 01 Octobre 2012, la nouvelle répartition est :

Mr Lionel MOUTOUH, apport de 510 € (cinq cent dix euros)

Mr Maxime SABOURIN, apport de 490 € (quatre cent quatre vingt dix euros)

Soit un total de 1000 € (Mille euros) formant le capital social.

MODIFICATION DE L'ARTICLE 9 des statuts – CAPITAL SOCIAL

Article 9 – CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à 1000 euros (Mille euros).

Il est divisé en 100 parts sociales égales de 10 € chacune, intégralement libérées, souscrites en totalité par les associés et attribuées à chacun d'eux dans la proportion de leurs droits à savoir :

A Mr MOUTOUH Lionel :

A concurrence de 55 parts numérotées de 1 à 55 inclus, ci	55
---	----

A Mr SABOURIN Maxime :

A concurrence de 25 parts numérotées de 56 à 80, ci	25
---	----

A Mr SOULIAC Guillaume :

A concurrence de 20 parts numérotées de 81 à 100 inclus, ci	20
---	----

Total égal au nombre de parts sociales formant le capital social :

CENT PARTS, ci	100 parts
----------------	-----------

Les associés déclarent que ces parts sont réparties entre eux dans les proportions indiquées ci-dessus, et qu'elles sont toutes libérées intégralement.

UN

NS

Suite aux cessions de parts en date du 10 Février 2010, la nouvelle répartition est :

- Mr MOUTOUH Lionel N° 1 à 55 et N° 81 à 100	75 parts
- Mr SABOURIN Maxime N° 56 à 80	25 parts

Soit un total égal au nombre de parts composant le capital social = 100 parts

Suite à la cession de parts en date du 25 Octobre 2011, la nouvelle répartition est :

-Mr MOUTOUH Lionel N° 1 à 100	100 parts
-------------------------------	-----------

Soit un total égal au nombre de parts composant le capital social = 100 parts

Suite à la cession de parts en date du 01 Octobre 2012, la nouvelle répartition est :

-Mr MOUTOUH Lionel N° 1 à 51	51 parts
-Mr SABOURIN Maxime N° 52 à 100	49 parts

Soit un total égal au nombre de parts composant le capital social = 100 parts

ORIGINE DE PROPRIETE

Le cédant est propriétaire des parts présentement cédées pour lui avoir attribuées en rémunération de son apport en espèces aux termes de l'acte constitutif de la société sus énoncée.

PROPRIETE JOUSSANCE

Au moyen de la présente cession, le cessionnaire sera propriétaire des parts qui viennent de lui être cédées par le fait des présentes et à partir de ce jour. Il aura droit à tous les bénéfices, revenus, réserves, dividendes et avantages quelconques afférents aux dites parts non encore attribuées à ce jour, ainsi qu'à toutes les prérogatives qu'elles confèrent. En conséquence, le cédant subroge son cessionnaire dans tous les droits et obligations attachés aux parts sociales présentement cédées.

DECLARATIONS DIVERSES

Le cédant déclare :

- qu'il ne lui a été délivré aucun titre ni certificat des parts présentement cédées et que son droit de propriété résulte exclusivement des statuts ;
- qu'il a la libre disposition de son patrimoine ;
- qu'il n'est pas en état de faillite, de liquidation ou de règlement judiciaire ou de cessation de paiements ni de liquidation des biens ;
- que les parts cédées n'ont fait l'objet d'aucune remise en gage ni d'aucun nantissement et qu'elles ne sont exposées à aucune mesure de confiscation ou de séquestre et ne peuvent être frappées d'aucun droit de préemption ou de privilège, notamment au profit du Trésor, à quelque titre que ce soit de son chef ;
- qu'il n'a aucun compte courant, créiteur ou débiteur dans la société, que celle-ci ne lui doit aucune somme et qu'il ne doit rien à la société pour quelque cause que ce soit.

U
AS

PRIX

La présente cession est consentie et acceptée moyennant le prix de 820 € par part, soit **40180** €, que le cédant reconnaît avoir reçu comptant, antérieurement à ce jour, de son cessionnaire, à qui il réitère ici même et par le présent bonne et valable quittance et décharge sans réserve.

dont quittance

SIGNIFICATION

La présente cession sera signifiée à la société aux frais de cessionnaire, conformément à l'article 1690 du code civil.

FORMALITES-POUVOIRS

Tous pouvoirs sont donnés au porteur d'un original des présentes pour l'accomplissement de toutes formalités d'enregistrement, dépôt, signification et autres, consécutives à la cession qui précède.

FRAIS

Tous les frais, droits et honoraires des présentes et de leurs suites seront supportés par le cessionnaire, qui s'y oblige.

ELECTION DE DOMICILE

Pour l'exécution des présentes, les parties font élection de domicile chacune en leur demeure respective sus indiquée.

Fait à Villeneuve sur Lot, le 01/10/2012
En CINQ ORIGINAUX .

Mr MOUTOUH Lionel

Mr SABOURIN Maxime



1001 PNEUS
Société à responsabilité limitée
Au capital de 1 000 euros
(100 parts de 10 €)
Avenue Henri Barbusse
Marché Gare – BP 107
47300 Villeneuve sur Lot

RCS AGEN 513 577 429

0-0-0-

PROCES VERBAL
DE L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE
DU 01 OCTOBRE 2012

L'AN DEUX MILLE DOUZE
ET LE PREMIER OCTOBRE

L' associé unique et gérant de la société « 1001 PNEUS » a décidé en Assemblée Générale Extraordinaire de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

Etais présent :

- Mr MOUTOUH Lionel
Propriétaire de 100 parts

Soit un total égal au nombre de parts composant le capital social = 100 parts
=====

L'Assemblée étant régulièrement constituée peut valablement délibérer sur l'ordre du jour suivant :

ORDRE DU JOUR

- **Autorisation de cession de parts en date du 01/10/2012**
- **Modification de la forme juridique**

L' associé unique adopte les résolutions suivantes :

PREMIERE RESOLUTION
AUTORISATION DE CESSION DE PARTS

LA

L'Assemblée Générale accepte la cession de parts en date du 01/10/2012.

Résolution adoptée à l'unanimité.

DEUXIEME RESOLUTION
MODIFICATION FORME JURIDIQUE

Par conséquence suite à la cession de parts en date du 01/10/2012, la SARL unipersonnelle ou EURL devient une SARL.

CLOTURE

L'ordre du jour étant épuisé, la séance a été levée.

De tout ce qui précède, il a été dressé le présent procès-verbal que l' associé unique a signé après lecture.

Mr MOUTOUH Lionel

A handwritten signature in black ink, appearing to read "MOUTOUH Lionel".

STATUTS

1001 PNEUS

1001 PNEUS :

**SARL au capital de 1 000 €
Avenue Henri BARBUSSE –
ZI du Marché Gare – BP 107
47300 VILLENEUVE SUR LOT
RCS 513 577 429 AGEN
Gérant : Mr MOUTOUH Lionel**

MIS A JOUR le 10 FEVRIER 2010

- Cession de parts

MIS A JOUR le 25 OCTOBRE 2011

- Cession de parts

MIS A JOUR le 01 NOVEMBRE 2011

- Transfert du siège social

MIS A JOUR le 01 OCTOBRE 2012

- Cession de parts

*Certifié conforme
Lionel Moutouh, gérant*



STATUTS

1001 PNEUS

1001 PNEUS :

SARL Unipersonnelle au capital de 1 000 €
Avenue Henri BARBUSSE –
ZI du Marché Gare – BP 107
47300 VILLENEUVE SUR LOT
RCS 513 577 429 BOBIGNY
Gérant : Mr MOUTOUH Lionel

MIS A JOUR le 01 NOVEMBRE 2011

- Transfert du siège social

STATUTS

1001 PNEUS

1001 PNEUS :

SARL au capital de 1 000 €
12- 24 av de Stalingrad – ZA St Léger
93240 STAINS
RCS 513 577 429 BOBIGNY
Gérant : Mr MOUTOUH Lionel

MIS A JOUR le 10 FEVRIER 2010

- Cession de parts

MIS A JOUR le 25 OCTOBRE 2011

- Cession de parts

(Arch)é conforme à l'original
le gérant Mr Lionel Moutouh
Stains le 27 octobre 2011 JLD

1001 PNEUS

Société A Responsabilité Limitée

Au capital de 1 000 Euros

Siège social : 12-24 avenue de Stalingrad, Parc d'Activités Saint Léger, 93240
Stains

STATUTS

Ca libellé conforme à l'original
Le gérant M^{me} Lionel NOUROT
Stains le 2107109

X ✓

Enregistré à : S. I. E. DE SAINT DENIS NORD

Le 06/07/2009 Bordereau n°2009/369 Case n°5

Ext 3833

Enregistrement : Exonéré

Pénalités :

Total liquidé : zéro euro

Montant reçu : zéro euro

L'Agente

Préjudice
Adjoint pas imposé

GA
SPN CN

STATUTS DE LA S.A.R.L. « 1001 PNEUS »

ENTRE LES SOUSSIGNES :

- Monsieur Lionel MOUTOUH, né le 29/06/1980 à Marseille, de nationalité française, célibataire, demeurant au 32 avenue des marquis, 13124 PEYPIN EN PROVENCE,

- Monsieur Maxime SABOURIN, né le 03/04/1979 à Clamart, de nationalité française, célibataire, demeurant au 41 rue Maurice Uttrillo, 78280 GUYANCOURT

- Monsieur Guillaume SOULIAC, né le 21/01/1966 à Caen, de nationalité française, marié à Mme BRULANDO Maura, demeurant au 2, rue du Pas de la Mule, 75003 Paris,

ARTICLE 1 - FORME

Il est formé entre les propriétaires des parts sociales ci-après créées et de celles qui pourraient l'être ultérieurement, une société à responsabilité limitée qui sera régie par toutes les dispositions légales et réglementaires en vigueur et notamment par le Livre deuxième du Code de commerce, et par les présents statuts.

ARTICLE 2 - DENOMINATION SOCIALE

La dénomination sociale est: 1001pneus

Dans tous documents émanant de la société, cette dénomination doit être précédée ou suivie immédiatement des mots « société à responsabilité limitée » ou des initiales « S.A.R.L. » et de l'énonciation du capital social.

ARTICLE 3 – NOM COMMERCIAL

La société exploite les enseignes : 1001pneus, 1001pneus.fr, 1001pneus pro, 1001pneus-pro.fr, pneu-taxi, 1001pneus-taxi.

ARTICLE 4 - SIEGE SOCIAL

Le siège de la société est fixé au : 12-24 avenue de Stalingrad, Parc d'Activités Saint Léger, 93240 Stains.

Il pourra être transféré en tout autre endroit du département sur décision de la gérance, sous réserve de ratification par la prochaine assemblée générale, et en tout autre lieu par décision extraordinaire des associés.

Suite au transfert de siège social du 01 Novembre 2011, la nouvelle adresse est :

ZI Marché gare, Avenue Henri Barbusse, BP 107, 47300 Villeneuve sur lot

ARTICLE 5 - DUREE SOCIALE

La durée de la société est fixée à 99 années, à compter de son immatriculation au R.C.S. sauf dissolution anticipée ou prorogation.

ARTICLE 6 - OBJET SOCIAL

La société a pour objet en France et à l'étranger

La vente de tout types de produits par tous médias, et activités connexes.

ARTICLE 7 - APPORTS EN NUMERAIRE

Mr Lionel MOUTOUH apporte à la société la somme de 550 € (Cinq cent cinquante euros).
Mr Maxime SABOURIN apporte à la société la somme de 250 € (Deux cent cinquante euros).
Mr Guillaume SOULIAC apporte à la société la somme de 200 € (Deux cents euros).
Soit au total la somme de 1000 € (Mille euros).

Laquelle somme de 1000 € (Mille euros) sera déposée par les associés, conformément à la loi, au crédit d'un compte ouvert au nom de la société en formation auprès de la Banque Populaire Rive de Paris, agence de Saint Denis.

Cette somme sera retirée par le gérant de la société ou son mandataire sur présentation du certificat délivré par le Greffier du Tribunal de commerce du lieu du siège social attestant l'immatriculation de la société au registre du commerce et des sociétés.

Suite à la cession de parts en date du 10 Février 2010, la nouvelle répartition est :

Mr Lionel MOUTOUH, apport de 750 € (Sept cent cinquante euros)

Mr Maxime SABOURIN, apport de 250 € (Deux cent cinquante euros)

Soit un total de 1000 € (Mille euros) formant le capital social.

Suite à la cession de parts en date du 25 Octobre 2011, la nouvelle répartition est :

Mr Lionel MOUTOUH, apport de 1000 € (mille euros)

Soit un total de 1000 € (mille euros) formant le capital social.

Suite à la cession de parts en date du 01 Octobre 2012, la nouvelle répartition est :

- Mr Lionel MOUTOUH, apport de 510 € (cinq cent dix euros)

- Mr Maxime SABOURIN, apport de 490 € (quatre cent quatre vingt dix euros)

Soit un total de 1000 € (mille euros) formant le capital social.

ARTICLE 8- APPORT EN NATURE

Aucun apport en nature.

RECAPITULATION DES APPORTS

- Apport en numéraire : 1000 Euros
- Apport en nature : 0 Euros

----- Total : 1 000 Euros

ARTICLE 9 - CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à 1000 € (Mille euros).

Il est divisé en 100 parts sociales égales de 10€ chacune, intégralement libérées, souscrites en totalité par les associés et attribuées à chacun d'eux en proportion de leurs droits, à savoir :

A Mr MOUTOUH Lionel :		
À concurrence de 55 parts numérotées de 1 à 55 inclus, ci		55
A Mr SABOURIN Maxime :		
À concurrence de 25 parts numérotées de 56 à 75 inclus, ci		25
A Mr SOULIAC Guillaume :		
À concurrence de 20 parts numérotées de 76 à 100 inclus, ci		
Total égal au nombre de parts sociales composant le capital social :		
CENT PARTS, ci		100 parts
Les associés déclarent que ces parts sont réparties entre eux dans les proportions indiquées ci-dessus, et qu'elles sont toutes libérées intégralement.		

Suite à la cession de parts en date du 10 Février 2010, la nouvelle répartition est :

- Mr MOUTOUH Lionel N° 1 à 55 et N° 81 à 100	75 parts
- Mr SABOURIN Maxime N° 56 à 80	25 parts
Soit un total égal au nombre de parts composant le capital social = 100 parts	

Suite à la cession de parts en date du 25 Octobre 2011, la nouvelle répartition est :

- Mr MOUTOUH Lionel N° 1 à 100	100 parts
Soit un total égal au nombre de parts composant le capital social = 100 parts	

Suite à la cession de parts en date du 01 Octobre 2012, la nouvelle répartition est :

-Mr MOUTOUH Lionel N° 1 à 51	51 parts
-Mr SABOURIN Maxime N° 52 à 100	49 parts
Soit un total égal au nombre de parts composant le capital social = 100 parts	

ARTICLE 10 - MODIFICATION DU CAPITAL

1 - Le capital peut être augmenté ou réduit dans les conditions et suivant les modalités fixées par les dispositions légales et réglementaires en vigueur.

2 - La décision portant augmentation de capital par apport nouveau peut exiger une prime dont elle fixe le montant et l'affectation.

Toute personne entrant dans la société à l'occasion d'une augmentation du capital et qui serait soumise à agrément comme cessionnaire de parts sociales en vertu de l'article 11; doit être agréée dans les conditions fixées audit article.

Les parts sociales qui ne peuvent en aucun cas faire l'objet d'une souscription publique, doivent être entièrement libérées et toutes réparties lors de leur création.

3 - Toute augmentation de capital par attribution de parts gratuites peut toujours être réalisée nonobstant l'existence de rompus, les associés disposant d'un nombre insuffisant de droits d'attribution pour obtenir la délivrance d'une part nouvelle devant faire leur affaire personnelle de toute acquisition ou cession de droits nécessaires. Il en sera de même en cas de réduction de capital par réduction du nombre de parts.

ARTICLE 11 - DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHES AUX PARTS SOCIALES

1 - Les parts sociales ne peuvent jamais être représentées par des titres négociables. Le titre de chaque associé résulte seulement des statuts, des actes modifiant le capital social et des cessions régulièrement consenties.

2 - Chaque part sociale confère à son propriétaire un droit égal dans les bénéfices de la société et dans tout l'actif social.

Les associés exercent tous les pouvoirs qui sont dévolus par la loi et les statuts à la collectivité des associés; en cas de pluralité d'associés toute part sociale donne droit à une voix dans tous les votes et délibérations.

Sous réserve de sa responsabilité solidaire vis à vis des tiers, pendant cinq ans, en ce qui concerne la valeur attribuée aux apports en nature, l'associé unique ou chacun des associés, ne supporte les pertes que jusqu'à concurrence de ses apports; au delà, tout appel de fonds est interdit.

La propriété d'une part emporte de plein droit adhésion aux statuts de la société et aux décisions de l'associé unique ou de la collectivité des associés.

Les héritiers et créanciers de l'associé unique ou de l'un des associés ne peuvent, sous quelque prétexte que ce soit, requérir l'apposition des scellés sur les biens et documents de la société, ni s'immiscer en aucune manière dans les actes de son administration. Ils doivent, pour l'exercice de leurs droits, s'en rapporter aux inventaires sociaux et aux décisions de l'associé unique ou de la collectivité des associés selon le cas.

4 - Chaque part est indivisible à l'égard de la société.

Les propriétaires indivis sont tenus de se faire représenter auprès de la société par un mandataire commun pris parmi eux ou en dehors d'eux; à défaut d'entente, il sera pourvu par ordonnance du Président du Tribunal de Commerce statuant en référé à la désignation de ce mandataire, à la demande de l'indivisaire le plus diligent.

Pendant la durée de l'indivision, pour le calcul de la majorité en nombre lorsqu'elle est requise, chaque indivisaire compte comme associé. Il en est de même de chaque nu-propriétaire.

L'usufruitier exerce seul le droit de vote attaché aux parts dont la propriété est démembrée.

ARTICLE 12 - TRANSMISSIONS DE PARTS SOCIALES

1 - La transmission des parts s'opère par un acte authentique ou sous signatures privées. Pour être opposable à la société, elle doit lui être signifiée ou être acceptée par elle dans un acte notarié. Toutefois, la signification peut être remplacée par le dépôt d'un original de l'acte de cession au siège social contre remise par le gérant d'une attestation de ce dépôt. Pour être opposable aux tiers, elle doit, en outre, être déposée au Greffe, en annexe au registre du commerce et des sociétés.

2 - Toutes cessions entre vifs de parts sociales détenues par les associés sont libres.

En cas de pluralité d'associés, seules les cessions entre vifs de parts à des tiers étrangers, autres que les conjoints, ascendants ou descendants d'un associé, sont soumises à l'agrément des associés dans les conditions prévues par la loi, la majorité requise étant en outre déterminée compte tenu de la personne et des parts de l'associé cédant.

Les dispositions qui précèdent sont applicables à tous les cas de transmissions, alors même qu'elles auraient lieu par adjudication publique en vertu d'une décision de justice ou autrement, ou par voie de fusion ou d'apport ou encore à titre d'attribution en nature lors de la liquidation d'une société.

En cas de recours à l'expertise visée à l'article 1843-4 du Code Civil, les frais et honoraires d'expertise sont supportés moitié par le ou les cédants, moitié par le ou les cessionnaires de parts mais solidairement entre eux tous à l'égard de l'expert. La répartition entre les intéressés a lieu au prorata du nombre de parts cédées ou acquises.

3 - Si la société a donné son consentement à un projet de nantissement de parts sociales, soit par notification de la décision à l'intéressé, soit par défaut de réponse dans le délai de trois mois à compter de la demande, ce consentement emportera agrément du cessionnaire en cas de réalisation forcée des parts sociales nanties selon les dispositions de l'article 2078 alinéa premier, du Code Civil, à moins que la société ne préfère, après la cession, racheter les parts en vue de réduire le capital.

En cas de nantissement de ses parts par les associés, l'acte de nantissement emportera agrément du cessionnaire en cas de réalisation forcée dans les conditions ci-dessus précisées.

4 - Si, durant la communauté de biens existant entre deux époux, le conjoint de l'époux associé, en

SN 1

application des dispositions de l'article 1832-2 du Code Civil, notifie son intention d'être personnellement associé, postérieurement à l'apport ou à l'acquisition de parts effectuée par son conjoint associé, il doit être agréé par une décision, prise à la majorité des associés représentant au moins les 3/4 des parts sociales composant le capital à l'exception de celles de l'époux associé qui ne sont prises en compte ni pour le calcul du quorum ni pour celui de la majorité.

5 - En cas de décès d'un associé ou de l'associé unique la société continue de plein droit entre ses ayants droit et héritiers et éventuellement son conjoint survivant.

Il en est de même si la liquidation résulte du décès du conjoint de l'époux associé, sans préjudice du droit qu'obtiendrait ce dernier lors de la liquidation de la communauté de conserver la totalité des parts inscrites à son nom.

La liquidation de communauté intervenant du vivant des époux ne peut attribuer définitivement au conjoint de l'associé des parts sociales que si ce conjoint est agréé dans les conditions applicables aux cessions entre vifs.

Pour l'exercice de leurs droits d'associé les conjoints héritiers ou ayants droit doivent justifier de leur identité personnelle et de leurs qualités héréditaires, la gérance pouvant toujours exiger la production d'expéditions ou d'extraits de tous actes notariés établissant ces qualités. Ils doivent justifier de la désignation du mandataire commun chargé de les représenter pendant la durée de l'indivision.

Tout partage doit être notifié à la société par acte extrajudiciaire ou lettre recommandée avec accusé de réception adressée au gérant.

ARTICLE 13 - DECES, INCAPACITE, FAILLITE OU DECONFITURE DE L'ASSOCIE OU DE L'UN DES ASSOCIES

Le décès, l'incapacité, la mise en tutelle ou en curatelle, la faillite, la procédure de redressement et de liquidation judiciaire de l'entreprise, de l'associé unique ou de l'un des associés, n'entraîne pas la dissolution de la société, mais si l'un de ces événements se produit en la personne du gérant, il emportera cessation de ses fonctions de gérant.

ARTICLE 14 - GERANCE

1 - La société est gérée et administrée par un ou plusieurs gérants, personnes physiques, associés ou non associés, choisis par l'associé unique ou par les associés.

Les gérants sont désignés par décision de l'associé unique ou par décision collective des associés représentant plus de la moitié des parts sociales selon le cas. Toutefois, les premiers gérants sont désignés soit dans les statuts, soit par acte séparé.

La durée des fonctions des gérants est fixée par l'acte ou la décision qui les nomme. Ils sont toujours rééligibles.

Le gérant ou chacun des gérants peut se démettre de ses fonctions, mais seulement en prévenant l'associé unique ou chacun des associés au moins trois mois à l'avance, par lettre recommandée avec avis de réception.

Il est révocable par décision de l'associé unique ou par décision des associés représentant plus de la moitié des parts sociales, selon le cas et ce même si la nomination a eu lieu dans les statuts.

Le gérant ou chacun des gérants peut recevoir, en rémunération de ses fonctions, un salaire fixé par décision de l'associé unique ou par décision collective ordinaire des associés.

2 - Dans les rapports avec les tiers, le gérant ou chacun des gérants est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la société, sous réserve des pouvoirs que la loi attribue expressément à l'associé ou aux associés.

SN

La société est engagée même par les actes du gérant ou de l'un des gérants qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, la seule publication des statuts ne suffisant pas à constituer cette preuve.

Dans ses rapports avec l'associé ou avec les associés, le gérant ou chacun des gérants peut faire tous actes de gestion dans l'intérêt de la société.

L'opposition formée par le gérant aux actes d'un autre gérant est sans effet à l'égard des tiers, à moins qu'il ne soit établi qu'ils en ont eu connaissance.

Le gérant ou chacun des gérants peut, sous sa responsabilité, constituer des mandataires, pour un ou plusieurs objets déterminés.

ARTICLE 15 - CONVENTIONS ENTRE LA SOCIETE ET SES ASSOCIES OU GERANTS

Sous réserve des interdictions légales, les conventions, autres que celles portant sur des opérations courantes conclues à des conditions normales, intervenues entre la société et un de ses associés ou gérants font l'objet d'un rapport spécial de la gérance ou s'il en existe du commissaire aux comptes à l'assemblée annuelle. Il est statué sur ce rapport. Le gérant ou l'associé intéressé ne peut prendre part au vote et ses parts ne sont pas prises en compte pour le calcul du quorum et de la majorité.

S'il n'existe pas de commissaire aux comptes, les conventions conclues par un gérant non associé sont soumises à l'approbation préalable de l'assemblée.

Ces formalités s'étendent aux conventions passées avec une société dont un associé indéfiniment responsable, gérant, administrateur, directeur général, membre du directoire ou membre du conseil de surveillance, est simultanément gérant ou associé de la société à responsabilité limitée.

Si la société ne comporte qu'une seule personne, la procédure de contrôle et d'approbation n'est pas applicable aux conventions passées entre la société et les associés même gérant, sous réservé de l'établissement d'un rapport par le commissaire aux comptes, s'il en existe un ou, à défaut, par le gérant.

ARTICLE 16 - COMMISSAIRE AUX COMPTES

1 - Un ou plusieurs commissaires aux comptes peuvent être nommés par décision de l'associé unique ou par décision collective ordinaire des associés, suivant le cas.

En outre, cette nomination peut être demandée au Président du Tribunal de Commerce statuant en référé, par un ou plusieurs associés représentant au moins le cinquième du capital social.

Dès lors que les seuils définis par la réglementation en vigueur sont atteints, la désignation d'un commissaire est obligatoire.

2 - Le ou les commissaires sont nommés pour une durée de six exercices expirant après la réunion de l'assemblée qui statue sur les comptes du sixième exercice; l'exercice en cours, lors de la nomination, compte pour un exercice entier.

Le commissaire aux comptes, nommé en remplacement d'un autre, ne demeure en fonction que jusqu'à l'expiration du mandat de son prédécesseur.

Les commissaires aux comptes peuvent être relevés de leurs fonctions, en cas de faute ou d'empêchement, par décision de l'associé unique ou par décision ordinaire des associés.

3 - Les commissaires aux comptes accomplissent leur mission générale de contrôle des comptes et les missions spéciales que la loi leur confie, dans les conditions fixées par les dispositions en vigueur.



ARTICLE 17 - DECISIONS DE L'ASSOCIE OU DES ASSOCIES

1 - Lorsque la société ne compte qu'une seule personne, l'associé unique exerce les pouvoirs dévolus par la loi à la collectivité des associés. L'associé unique ne peut déléguer ses pouvoirs. Sa volonté s'exprime par des décisions, lesquelles sont constatées par des procès verbaux établis chronologiquement sur un registre, coté et paraphé dans les mêmes conditions que les procès verbaux d'assemblées, et signés par lui.

2 - En cas de pluralité d'associés, les décisions collectives résultent, au choix de la gérance, soit d'une assemblée générale, soit d'une consultation par correspondance. La volonté unanime des associés peut également être constatée dans des actes.

Toutefois, la réunion d'une assemblée est obligatoire pour statuer sur l'approbation des comptes de chaque exercice ou sur demande d'un ou plusieurs associés détenant la moitié des parts sociales au détenant, s'ils représentent le quart au moins des associés, le quart des parts sociales. Ces décisions obligent tous les associés, même absents, dissidents ou incapables.

3 - Tout associé a le droit de participer aux décisions, quelle que soit leur nature et quel que soit le nombre de ses parts, avec un nombre de voix égal au nombre de parts sociales qu'il possède, sans limitation.

Un associé peut se faire représenter par son conjoint à moins que la société ne comprenne que les deux époux. Sauf si les associés sont au nombre de deux, un associé peut se faire représenter par un autre associé. Dans tous les cas, un associé peut se faire représenter par un tiers muni d'un pouvoir.

Les procès verbaux sont établis sur un registre coté et paraphé ou sur des feuilles mobiles, également cotées et paraphées, conformément à la loi. Les copies ou extraits de ces procès verbaux sont valablement certifiés conformes par les gérants.

4 - Les décisions collectives sont qualifiées d'extraordinaires quand elles concernent tout objet pouvant entraîner directement ou indirectement une modification des statuts et d'ordinaires dans les autres cas.

Les décisions collectives ordinaires doivent, pour être valables, être adoptées par un ou plusieurs associés représentant plus de la moitié des parts sociales. Si cette majorité n'est pas obtenue, les décisions sont, sur deuxième consultation, prises à la majorité des votes émis, quel que soit le nombre de votants.

Toutefois, la majorité est irréductible s'il s'agit de voter sur la nomination ou la révocation d'un gérant.

Les décisions extraordinaires ne peuvent être valablement prises que si elles sont adoptées, sauf exceptions légales ou statutaires par des associés représentant au moins les trois quarts des parts sociales.

ARTICLE 18 - DROIT DE COMMUNICATION DES ASSOCIES

1 - L'associé unique ou chacun des associés peut, à toute époque, prendre par lui-même au siège social, connaissance des documents prévus par la loi concernant les trois derniers exercices. A cette fin, il a la faculté de se faire assister d'un expert inscrit sur une des listes établies par les cours et tribunaux

Il a le droit, à toute époque, d'obtenir au siège social, la délivrance d'une copie certifiée conforme des statuts en vigueur au jour de la demande, dans les conditions prévues par la loi.

2 - Si la société comporte plus d'une personne, chaque associé a le droit, lors de toute consultation, soit par écrit soit en assemblée, d'obtenir communication des documents et informations nécessaires

SN 11

pour lui permettre de se prononcer en connaissance de cause et de porter un jugement sur la gestion de la société.

La nature de ces documents et les conditions de leur envoi ou mise à disposition, sont déterminées par la loi.

ARTICLE 19 - ANNEE SOCIALE - INVENTAIRE

L'exercice social commence le 1 Janvier et se termine le 31 Décembre.

Exceptionnellement, le premier exercice social comprend le temps écoulé depuis l'immatriculation de la société au registre du commerce et des sociétés jusqu'au 31 Décembre 2009.

En outre les actes accomplis pour son compte pendant la période constitution et repris par la société seront rattachés à cet exercice.

ARTICLE 20 - ARRETE DES COMPTES SOCIAUX

A la clôture de chaque exercice, la gérance dresse l'inventaire et les comptes annuels conformément aux dispositions du titre II du livre I du Code de Commerce.

Un état des engagements cautionnés, avalisés ou garantis par la société et un état des sûretés constituées par elle sont annexés au bilan.

Elle établit un rapport de gestion écrit sur la situation de la société pendant l'exercice écoulé, son évolution prévisible, les événements importants survenus entre la date de clôture de l'exercice et la date d'établissement du rapport, ses activités en matière de recherche et de développement.

Sauf en cas de changement exceptionnel dans la situation de la société, les documents comptables sont établis à chaque exercice selon la même présentation et les mêmes méthodes d'évaluation que les années précédentes. Les modifications sont signalées dans le rapport de gestion et le cas échéant dans le rapport du commissaire aux comptes.

2 - Si la société ne comporte qu'une seule personne, l'associé unique approuve les comptes et l'affectation du résultat dans le délai de six mois de la clôture de l'exercice.

S'il n'est pas gérant, le rapport de gestion de la gérance, le bilan, le compte de résultat, l'annexe, le texte des résolutions proposées et, le cas échéant, le rapport du commissaire aux comptes lui sont adressés par la gérance avant l'expiration du cinquième mois suivant celui de la clôture de l'exercice social.

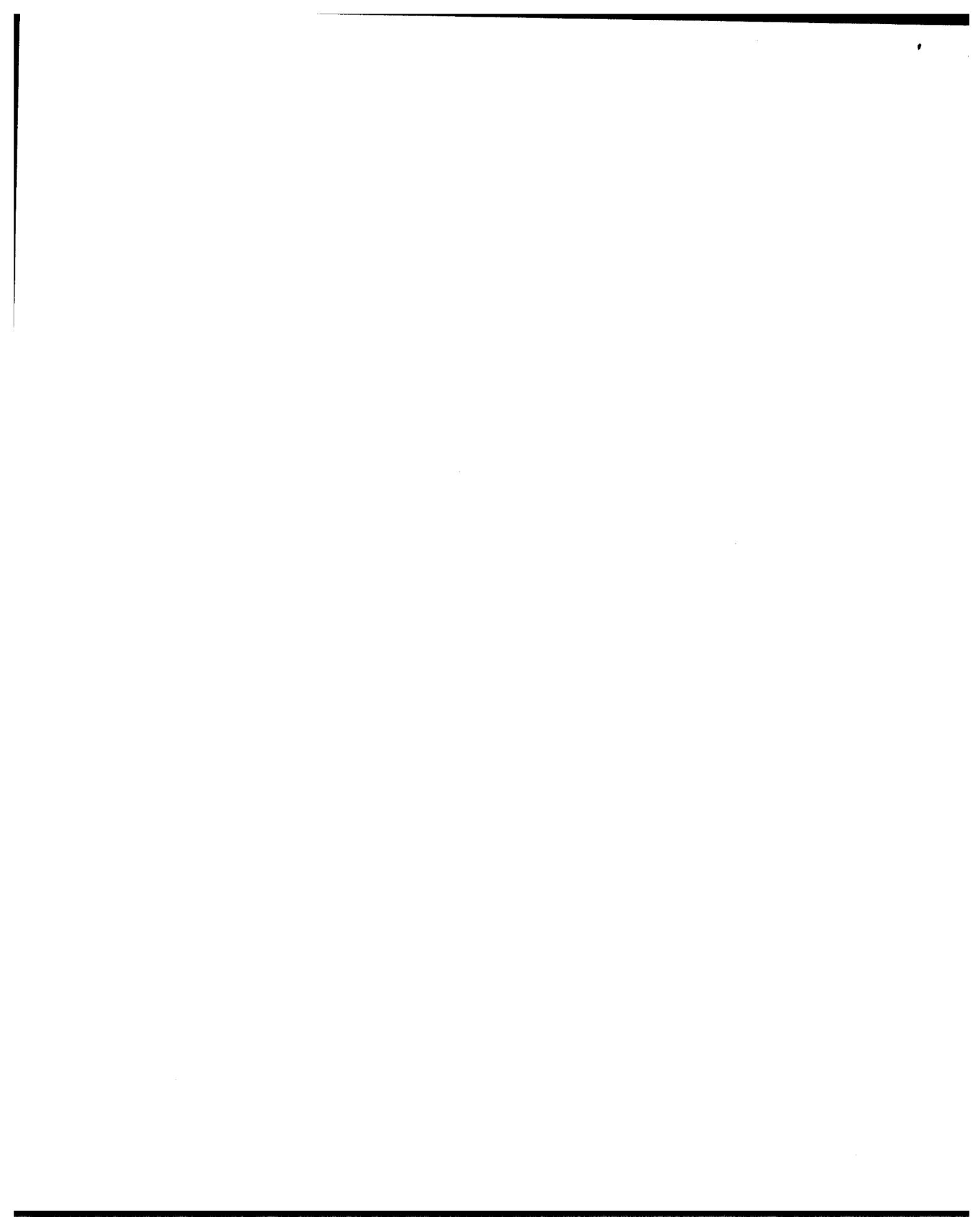
A compter de cette communication et jusqu'à la date d'approbation des comptes annuels, l'associé a la faculté de poser par écrit des questions auxquelles la gérance est tenue de répondre, par écrit également, dans les dix jours suivant la réception de celles-ci. L'associé unique non gérant peut, en outre, de sa propre initiative et pendant le même délai, convoquer au siège social le gérant et, le cas échéant le commissaire aux comptes, pour entendre leurs explications sur les comptes de l'exercice écoulé.

L'inventaire est tenu au siège social, à la disposition de l'associé unique non gérant, qui peut en prendre copie, à partir de la date d'envoi des comptes annuels.

3 - En cas de pluralité d'associés, ceux-ci sont réunis en assemblée générale, dans les six mois de la clôture de l'exercice, à l'effet de statuer sur l'approbation des comptes et l'affectation du résultat.

Le rapport de gestion de la gérance, le bilan, le compte de résultat, l'annexe, le texte des résolutions proposées et, le cas échéant, le rapport du commissaire aux comptes, sont communiqués aux associés dans les conditions et délais prévus par les dispositions réglementaires.

5A



A compter de cette communication, tout associé a la faculté de poser par écrit des questions auxquelles le gérant sera tenu de répondre au cours de l'assemblée.

Pendant le délai de quinze jours qui précède l'assemblée, l'inventaire est tenu au siège social, à la disposition des associés qui ne peuvent en prendre copie.

ARTICLE 21 - AFFECTATION ET REPARTITION DU RESULTAT

Le bénéfice de l'exercice est l'excédent des produits sur les charges de l'exercice, qui apparaît au compte de résultat visé à l'article 9 du Code de Commerce.

Sur le bénéfice de l'exercice diminué, le cas échéant, des pertes antérieures, il est prélevé cinq pour cent pour former le fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le fonds de réserve a atteint une somme égale au dixième du capital social; il reprend son cours lorsque, pour une cause quelconque, la réserve est descendue au-dessous de ce dixième.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice, diminué des pertes antérieures et du prélèvement prévu à l'alinéa précédent et augmenté des reports bénéficiaires.

L'associé unique ou l'assemblée peut décider la mise en distribution de sommes prélevées sur les réserves à sa disposition; en ce cas, la décision indique expressément les postes de réserves sur lesquels les prélèvements doivent être effectués.

ARTICLE 22 - PREMIER GERANT

Est nommé premier gérant, sans limitation de durée, Monsieur Lionel MOUTOUH, né le 29 Juin 1980 à Marseille, demeurant au 32 avenue des marquis, 13124 PEYPIN EN PROVENCE.

Sa rémunération sera fixée lors d'une décision ultérieure.

Il devra consacrer aux affaires sociales tout le temps et les soins nécessaires.

ARTICLE 23 - PREMIER COMMISSAIRE AUX COMPTES

Il n'est pas désigné de commissaire aux comptes.

ARTICLE 24 - FISCALITE

Les associés déclarent, pour autant que de besoin que la société sera soumise au régime fiscal de l'impôt sur les sociétés.

ARTICLE 25 - ACTES ACCOMPLIS OU A ACCOMPLIR POUR LE COMPTE DE LA SOCIETE AVANT SON IMMATRICULATION

1 – Les associés déclarent n'avoir accompli aucun acte pour le compte de la société ayant la signature des présents statuts.

2 - Les associés déclarent devoir accomplir, pour le compte de la société et avant son immatriculation au registre du commerce et des sociétés, les actes suivants:

- Signature d'un bail pour les locaux commerciaux situés au 12-24 avenue de Stalingrad, Parc d'Activités Saint Léger, 93240 Stains

BA
SRI 21

- Ouverture d'un compte bancaire à la Banque Populaire, agence de Saint Denis.

L'immatriculation de la société au registre du commerce et des sociétés emportera de plein droit reprise par elle des actes, opérations et engagements ci-dessus mentionnés.

3 - La gérance est expressément habilitée à passer et à souscrire, dès ce jour, pour le compte de la société en formation, les actes et engagements entrant dans l'objet statutaire et conformes à l'intérêt social.

Ces actes et engagements seront réputés avoir été faits et souscrits dès l'origine par la société après vérification par les associés postérieurement à l'immatriculation de la société au registre du commerce et des sociétés de leur conformité avec le mandat ci-dessus défini au plus tard par l'approbation des comptes du premier exercice social.

ARTICLE 26 - PUBLICITE - POUVOIR

Les formalités de publicité prescrites par la loi seront accomplies par Monsieur Lionel MOUTOUH.

L'avis à insérer dans un journal d'annonces sera signé par Monsieur Lionel MOUTOUH.

FAIT EN SIX EXEMPLAIRES

À STAINS le 01/07/2009

(dont un pour le siège social, un pour chaque associé, le surplus pour les formalités légales).